



Le Sioux

2022, MAI, N° 95

MENSUEL d'histoire et de tactique militaire

EDITO

Chères Lectrices et chers Lecteurs, En mai, nous continuons sur les modes d'actions avec des exemples sur les Brigades interarmes, puis direction les Hélicos du djebel pour la fiche de lecture. En ce qui concerne l'histoire, je partage avec vous un très gros



dossier sur la "doctrine et les pratiques militaires contre les paysans" de la Wehrmacht, et le maintien de l'ordre dans les territoires occupés en Union soviétique. Une fois n'est pas coutume, le personnage atypique est une femme, et pas n'importe quelle femme, elle est une des 6 compagnons de la libération. Merci Madame pour être allé e jusqu'au bout de vos convictions pour sauver la France. Et enfin, quelques conseils de lecture. Profitez bien de ce numéro 95, il ne reste plus que 5 numéros pour tirer ma révérence. Bon mois de mai.

Enfin chers lecteurs, nous vous encourageons à nous faire part de vos remarques, questions, suggestions, voire dialoguer avec nous et entre nous, soit sur notre page Facebook <https://www.facebook.com/groups:/782917638416377/> que nous essayons de nourrir d'actualités militaires, soit par courriel à lesiouxnewsletter@yahoo.fr.

LCL® Nicolas de LEMOS,

« A la guerre, le succès dépend de la simplicité des ordres de la vitesse de leur exécution et de la détermination générale à vaincre. »

Général PATTON

« Ne pas pratiquer ce que l'on enseigne, c'est déshonorer sa parole. » Cours de tactiques 1922, Tomes II »

Feuille d'information gratuite

Responsable de la rédaction :

LCL® de LEMOS

Toutes les informations et images présentées, sont issues de sources ouvertes et n'ont d'autre vocation que d'informer.

Les propos et articles n'engagent pas l'institution militaire, ils ne sont que des supports personnels.

S'inscrire ou désinscrire à cette newsletter à l'adresse suivante :

lesiouxnewsletter@yahoo.fr

SOMMAIRE

Le coin du préparant P. 2

Fiche de lecture P. 7

Histoire P.12

REFLEXIONS: Pas dans ce numéro.

Personnage Atypique P.24

Le Sioux vous conseille

P.26

1. Modes d'action offensifs

2. Modes d'action défensifs

21. La défense ferme

DÉFINITION : forme de la manœuvre d'arrêt qui vise à empêcher l'ennemi de franchir une ligne du terrain ou de s'emparer d'une zone.

BUT : arrêter l'ennemi sans esprit de recul et pendant un certain temps, pour gagner des délais, lui infliger le maximum de pertes et préparer un retour offensif.

COMPOSANTES:

- Fortifier & préparer
- Renseigner sur axes approches
- Défendre centres résistance
- Rétablir intégrité dispositif

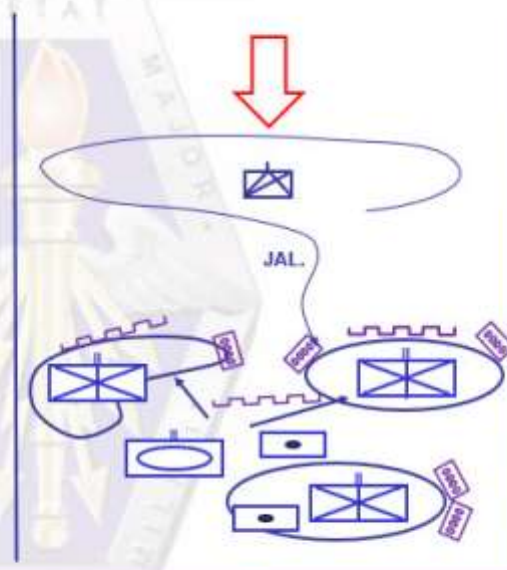
ZA = 8km front / 4km profondeur
RAPFOR = 1/3

ECHELONNEMENT :

- 1 - Défense
- 2 - Appui

FACTEURS DE SUCCÈS :

- Délais de préparation (4 pour 1)
- Effort sur l'optimisation ART et GEN
- Anticipation / réserve



Terrain favorable et préparé (= délais)

Points d'appui de bataillon s'appuient mutuellement

INTÉGRITÉ DU DISPOSITIF

Contre-attaques préparées

Réserves de brigade (chars + inf) et/ou de PA : ordonné par la brigade!

Le dispositif met à l'abri les appuis et soutiens.

Penser mesures de coordination, pertes et consommations

Que se passe-t-il à côté???

Le colonel MICHON commande l'école de cavalerie, Il reçoit la mission d'interdire le franchissement de la LOIRE entre THOUREIL à l'OUEST et MONTSOREAU à l'EST, 40 km de front; 4 ponts; LOIRE difficile à franchir hors ponts.

Forces en présence :

Côté FR : env 2200 hommes : élèves aspirants de réserve, éléments disparates : cie du train, cie de tirailleurs, bataillon de St Maixent, regroupement d'éléments isolés.

Peu d'armement lourd : qqs blindés, qqs MO, qqs MIT et qqs CN AC de 25

Côté ALL : env 40.000 hommes : 1 DIV de CAV (BLD et montée) et plus tard 1 DIV INF. Unités bien équipées et aguerries.

Déroulement des combats :

19 juin vers 01h00 : prise de contact avec les recos ENI

19 juin dans la journée : combats violents aux abords des ponts; les ALL sont surpris et sont obligés d'engager leurs unités INF; les FR DETR les ponts et tiennent toute la journée.

20 juin fin de nuit : relance de l'ATK ALL, effort GENNES et E SAUMUR : ferme d'AUNIS; les FR engagent leurs maigres réserves en CATK

20 juin fin d'apm : ordre de repli général

Enseignements tactiques

Force morale, volonté du chef et des cadets // Capacité à durer sur un TRN favorable malgré un RAPFOR très défavorable // Eviter l'action frontale ...

22. La défense de zone

DÉFINITION : préservation du terrain en y absorbant l'ennemi dans une série de positions entrecroisées à partir desquelles il peut être en grande partie détruit par le feu. La destruction complète de l'ennemi n'est pas systématiquement recherchée.

BUT : absorber l'ennemi dans la profondeur pour conserver une occupation favorable du terrain.

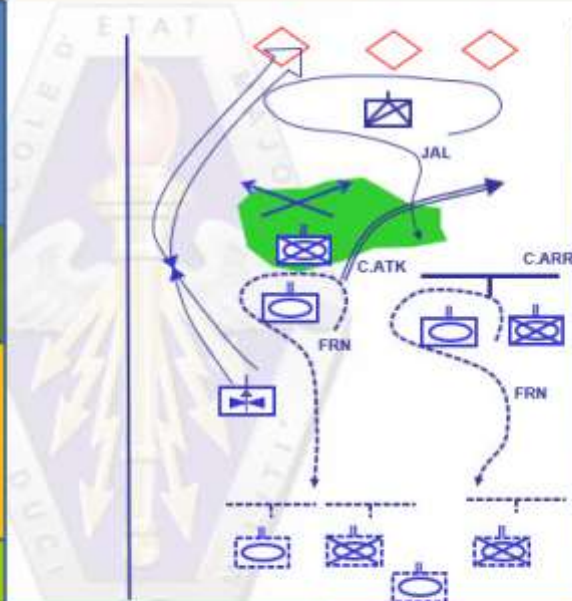
COMPOSANTES:

- Renseigner
- Déployer dispositif profond & valoriser TRN
- Ralentir & user ENI
- Reconquérir TRN

ZA = 15km front / 60km profondeur

Vitesse = 5 à 15 km/h pour phase de DEF MOBILE et de reconquête

RAPFOR = initialement défavorable puis favorable pour reconquête



ECHELONNEMENT :

- 1 - Affaiblissement
- 2 - Arrêt

FACTEURS DE SUCCÈS:

- Renseignement
- Attrition dans la profondeur
- Reprise progressive de l'ascendant

Arrêter ou ralentir = détruire quelqu'un

Utiliser le terrain pour économiser des moyens...

...ou faire effort là où le terrain est le plus dût pour attirer l'ennemi

La Cav tue! Elle ne tient pas le terrain.

Succession contrôlée d'actions décentralisées puis centralisées

L'infanterie ne rompt pas contact seule!

... et ne remplit pas une mission d'arrêt juste après!!!

Garder les moyens de combat à l'abri des vues □ voir à la portée de ses armes

Cloisonner la zone, dissocier l'ennemi

Campagne de Russie 1812



Après avoir conquis presque toute l'Europe, Napoléon entreprend de conquérir la Russie.

JUIN 1812 : la grande Armée s'engage en Russie avec près de 650,000 hommes face à une armée Russe d'environ 300,000 hommes, avec un RAPFOR très favorable.

KOUTOUSOV mène alors une défense mobile, offrant une résistance sporadique, en refusant le combat, ainsi que des actions de harcèlement et une politique de la terre brûlée.

L'armée Russe crée donc une attrition progressive de l'armée française, jusqu'à Moscou.

En parallèle elle reconstitue ses forces (jusqu'à 900,000 hommes).

La contre offensive est lancée en octobre avec un RAPFOR inversé

L'armée Russe reconquière tout le TRN perdu.

FICHE DE LECTURE

Titre de l'ouvrage	Les hélicos du djebel, Algérie 1955-1962
Auteur	Marc FLAMENT – Editions Presses de la cité, 1982.
Edition	Chef de bataillon Bruno CAVAILLES – 123-1° promotion
Rédacteur	5 novembre 2009
Date de rédaction	18 novembre 2011

1/ L'AUTEUR

Marc Flament (7 octobre 1929 – 17 novembre 1991) était un photographe, écrivain et peintre français, connu pour ses photos de la guerre d'Algérie. Engagé volontaire pour la guerre d'Indochine, il collabore alors à la revue du corps expéditionnaire français d'extrême orient « Caravelle ». Pendant la guerre d'Algérie, avec le grade de Sergent chef, il devient le photographe attitré du colonel Bigeard. Au cours de ce conflit, il prend de 30 à 35 000 clichés, majoritairement en noir et blanc, aussi bien des militaires, que de la population civile, musulmane et européenne. Il publiera certaines de ces photos dans de beaux albums en héliogravure, sur des textes du général Bigeard et de Jean Lartéguy. Il donnera son nom au prix Marc Flament, récompense du Concours national de photographie organisé par le ministère de la défense et Paris Match.

2/ SYNTHESE DE L'OUVRAGE

Articulé en deux parties, ce livre dresse par le biais d'une quarantaine de chapitres relativement courts, un tableau à la fois tactique, technique et humain du monde de l'hélicoptère

au cours de ce conflit.

21/ Des hélicoptères initialement en périphérie de l'action,...

Fin 1954, face à une rébellion que l'on sous-estime largement et à laquelle on prête bien peu de capacités à soutenir le conflit, le soldat français s'avère bientôt démuné malgré toute sa pugnacité. La stratégie mise en œuvre pour vaincre les insurgés est inadaptée. Parfaitement maître de son environnement, le rebelle se fond au cœur d'un pays de plus de 340 000 km² qui comprend à la fois désert, montagnes et forêts.

Les premiers soldats meurent. Tirant les enseignements de l'Indochine, un détachement d'hélicoptères est mis en place afin d'assurer l'évacuation sanitaire des blessés. Des moyens arrivent de France et de Tunisie appartenant à l'armée de terre ou à l'armée de l'air. Bien que très peu nombreux ceux-ci sont néanmoins d'une remarquable efficacité.

Par la suite, les premiers héliportages sont le résultat d'une coopération ALAT-Légion Etrangère. Les appareils sont peu nombreux et les capacités d'emport très limitées compte tenu de la chaleur et de l'altitude de certains points de poser¹. Les résultats ne sont guères tangibles mais le principe

est établi et va pérenniser ce tandem « homme-machine ».

Peu à peu les autres armées se dotent elles-aussi de moyens de transport, en l'occurrence le Sikorsky² H34.

Néanmoins, fin 1955, on ne peut encore lier les hélicoptères à la notion d'assaut héliporté. Il manque un élément essentiel, clé du succès des opérations ultérieures : le renseignement et son exploitation immédiate avec les appareils.

Les achats s'accroissent et en 1956 la légendaire « banane », le H21 Vertol, fait son apparition dans le ciel algérien.

En 1957, les états-majors pensent que l'arrivée des hélicoptères de transport doit changer totalement la face du combat. Malheureusement, l'emploi reste stérile³. Une double lourdeur pèse sur ces opérations. D'une part des prévisions de mise à terre sans aucune souplesse ni surprise pour l'adversaire et d'autre part une structure de commandement qui fige l'action et bride la décision. Cette situation perdurera pendant une année.

Pour autant, la Marine et l'ALAT travaillent de concert. De cette collaboration naît le premier

« *Guide d'utilisation des hélicoptères à l'intention des unités de l'armée de Terre* », soulignant possibilités et contraintes des aéronefs. Le but attendu est un meilleur emploi et une plus grande rentabilité. Peu à peu, des missions plus risquées se montent avec l'implication des aéronefs comme facteur de réussite.

22/ ... puis au cœur du combat...

L'armée française doit faire face à un adversaire souple, fluide, se dérochant aisément. La solution pour le contenir est le bouclage. La nécessité de transporter des fantassins dans les délais les plus courts trouvera sa solution dans l'hélicoptère. Il s'agit là de la reprise d'une technique américaine employée au cours de l'opération « Summit », en septembre 1951, lors de la guerre de Corée⁴.

Les pilotes constatent qu'avec certaines troupes aguerries les hélicoptères fonctionnent. Par conséquent, il s'agit de briser le schéma « harmonieux et égalitaire » de répartition des moyens, pour ne les confier qu'à ceux « qui savent ». Il faut constituer des ensembles plus manœuvrables et cohérents, incluant à la fois des capacités de transport, de renseignement et de logistique. Cet outil sera au service d'une troupe combattante de haut niveau, commandée par un chef particulièrement rodé à la manœuvre hélicoptère. Elle sera tenue en réserve et injectée au moment opportun. Ainsi naît le détachement d'intervention hélicoptère (DIH). Le concept fonctionne parfaitement et la synergie entre fantassins d'élite, artilleurs et pilotes ALAT donne rapidement d'excellents résultats⁵.

En février 1956, le catalyseur de l'emploi idoine des hélicoptères est représenté par le lieutenant-colonel Bigeard à la tête du 3^{ème} RPC au cours de l'opération « 744 »⁶. Les appareils sont posés au niveau du PC tactique au centre de la zone de travail. Avions et hélicoptères en vol signalent les moindres mouvements. Les appareils de transport décollent. Si la situation évolue, le point de poser est alors modifié par entente directe entre le commandant de la compagnie transportée et le commandant de la formation, tous étant sur le même réseau. Le bilan est éloquent. Ainsi, l'hélicoptère permet de passer d'un dispositif étalé lors de la phase de recherche à un dispositif resserré dès l'accrochage. Cette doctrine sera confirmée au cours de plusieurs autres opérations et formalisée par la rédaction d'un document conjoint entre l'armée de l'air et le 3^{ème} RPC. L'opération hélicoptère est née plaçant les appareils dans une posture résolument offensive.

« *A la guerre, il n'est pas de procédé de combat nouveau qui, le temps de la surprise passé, ne provoque chez celui qui le subit une parade plus ou moins efficace* »⁷. La surprise passée, les rebelles réagissent de plus en plus et s'adaptent face à ce nouvel outil. En 1956, leurs techniques s'affinent. Au lieu de céder à la panique et de s'exfiltrer, leur attitude devient chaque jour un peu plus offensive. Ils connaissent désormais la manière d'opérer avec les hélicoptères, les procédures, la chronologie, l'emploi des moyens (fumigènes, signaux), les

vulnérabilités⁸. Ils mettent en place des parades pour contrer le bouclage⁹. Ils postent des tireurs d'élite parfaitement documentés, à proximité des « DZ clés ». Ils attendent le poser, quand l'appareil est le plus vulnérable. De plus, les « ralliés » font prendre conscience des capacités des rebelles à se soustraire à la vue des hélicoptères par un camouflage adapté. Enfin, ils possèdent cartes et postes radio avec lesquels ils font des intrusions et savent même guider des hélicoptères pour les attirer.

La mise en place de mots de passe changés quotidiennement contournera cette adaptation des rebelles. Ainsi, le H34 armé de l'armée de l'air bénéficie d'un terrain favorable. Il donne une vigueur nouvelle aux opérations sur le terrain, l'appui feu préalable au poser étant devenu essentiel. A partir de 1958, dans le Constantinois, les appareils vont concourir à étanchéifier et réduire le flot de fellaghas en provenance de Tunisie. Les feintes émousseront la vigilance des rebelles. Une coordination étroite avec les avions permettra de réduire l'ennemi initial puis de réaliser des mises à terre « coup de poing ». En outre, les appareils hélicoptères transportent des volumes impressionnants de troupes¹⁰. Enfin, le bouclage effectué, l'étreinte se resserre avec un déluge d'appui feu de toutes natures. Les bilans réalisés seront probants¹¹.

En 1959, les opérations menées sous le général Challe, de l'armée de l'air, sont plus minutieusement préparées et dans le secret. La surprise est totale pour le rebelle. Les

« fuites » sont organisées et servent le plan. Ainsi, le rebelle est bousculé jusque dans ses zones sanctuaires. L'utilisation des hélicoptères de manière concentrée et sur court préavis pour exploiter un renseignement ou une opportunité concourt grandement à la victoire tactique voire opérative. C'est le cas dans le secteur de Saïda, dont Bigeard a récupéré le commandement¹².

23/ ... servis par un système d'hommes.

Quelques officiers ont eu un impact particulièrement fort sur le développement de l'emploi des hélicoptères.

Pour l'armée de l'air, il s'agit du colonel Félix Brunet. Ce transfuge de la chasse a senti ce que pouvait apporter l'hélicoptère dans ce conflit. Il entrevoit notamment l'intérêt d'armer des appareils pour fournir des appuis feux aux troupes au sol. Il devra au départ travailler dans la clandestinité et se débrouiller par ses propres moyens n'étant absolument pas suivi par sa hiérarchie. Il prouvera néanmoins toute l'acuité d'un tel système dont les dividendes revinrent aux Etats-Unis¹³ quelques années plus tard et notamment au Vietnam. C'est lui qui démontrera également que l'hélicoptère peut être utilisé en milieu désertique alors que cela était théoriquement impossible.

Son pendant est le colonel Crespin, commandant le GH 2¹⁴ pour l'ALAT. Véritable force de la nature, il est doté d'un tempérament très fort, d'une puissance de conviction et d'une volonté sans faille d'aboutir. Il crée avec acharnement la première formation d'hélicoptères de l'armée de terre. Il a su imposer l'hélicop-

tère comme outil de combat. *Son meilleur atout pour y parvenir sera certainement la qualité des hommes qui servent sous ses ordres.* En effet, ses cadres avaient déjà acquis une véritable expérience du combat au niveau du sol. Ils avaient la science du terrain et partageaient ce bien commun avec les troupes au sol, contrairement à leurs camarades de l'armée de l'air. En 1960, l'armée de terre alignera 687 avions légers et 394 hélicoptères servis par plus de 400 officiers et 1850 sous-officiers dont une grande partie est engagée en Algérie.

A l'instar de l'ALAT et de l'armée de l'air, la marine œuvre fortement en Algérie. De plus, elle peut s'enorgueillir de bilans remarquables en hommes mis hors de combat ou de matériel récupéré. Enfin, contrairement aux deux autres armées, les marins ont bénéficié de soutiens précieux au plus haut niveau sur le théâtre excepté pour l'armement des appareils. En effet certains considèrent qu'un appareil armé est une hérésie et que ceux qui s'évertueraient à poursuivre dans cette voie pourraient être traduits en Conseil de Guerre... Néanmoins un canon de 20 mm est installé à bord d'un appareil, dénommé « rameur-canon ». Les essais sont probants mais la mise en service est plus délicate. Cependant, les appareils armés volent et appuient les troupes au sol. Face à la plus value indéniable, les réticences s'estompent et les appareils seront officiellement armés.

3/ ANALYSE – AVIS DU REDACTEUR

L'auteur narre l'épopée des hélicoptères et des équipages des trois armées au cours de la guerre d'Algérie. On assiste à l'émergence d'un concept,

puis d'une doctrine d'emploi et à l'apport indéniable de ce vecteur au plan tactique. Ce dernier permet de rétablir un rapport de force ou de faire basculer définitivement le combat de son côté.

Il souligne également les nombreux défis relevés. Il fallut œuvrer tant vis-à-vis des troupes au sol, qu'au sein même de chaque armée ou arme pour convaincre des chefs parfois réticents ou perplexes à une nouvelle forme d'emploi, hors du cadre initial ou habituel. L'imagination fut un facteur de succès sur ce théâtre qui représenta « ...le ban d'essai mondial pour l'emploi des appareils à voilure tournante comme engin d'assaut dans le combat moderne¹⁵ ».

Sur le plan tactique, l'intérêt réside également dans ce triptyque habituel surprise-adaptation-réaction. En effet, si les rebelles semblent initialement désarmés face aux hélicoptères, ceux-ci s'adaptent très rapidement pour contrer cette menace. A leur tour les équipages évoluent pour générer de nouvelles techniques efficaces.

En outre, la perception des équipages et des vecteurs, par certains à cette époque, est particulièrement instructive et semble parfois transposable à l'heure actuelle. L'appréhension du « champ du possible » avec un hélicoptère est de temps en temps difficile à inculquer. Il faut faire preuve de patience et de pédagogie.

L'auteur relate également des événements poignants ou parfois surréalistes impliquant directement les hélicoptères. Evacuations sanitaires périlleuses, emploi peu orthodoxe des appareils, drames aériens ou a contrario chance inso-

lente voire indécente, tout est passé en revue au cours des chapitres.

Il souligne également les liens humains et opérationnels tissés entre les équipages, des trois armées, et les troupes au sol. La confiance, la cohésion, l'espoir, la délivrance venue du ciel sont quelques uns des sentiments développés. L'ouvrage livre également des pages mettant en avant les qualités humaines des équipages et rappelant qu'avant d'être pilotes, ils sont surtout des soldats.

Enfin, Dans le cadre actuel des engagements de la France, notamment en Afghanistan, ce livre est particulièrement intéressant à étudier. Il peut fournir, à l'instar d'un RE-TEX, quelques pistes de réflexion pour accroître encore l'efficacité de la force.

1. Lors des premières opérations, on commence parfois par 2, 3 ou 4 hommes par rotation...qui engagent le combat dès le poser.

2. Ou H19 en fonction de l'armée d'appartenance. Hélicoptère dont le poste de pilotage « surplombe » la soute.

3. Cf. page 94 3ème §.

4. Cf. pages 15 à 18 de l'ouvrage relatant cette opération, les conclusions tirées et les applications en Indochine.

5. Lire la page 96 : mise en place d'un appui artillerie avant le poser.

6. Du nom de la cote 744, où se trouvait son PC tac-

tique.

7. L'auteur, page 153.

8. Cf. page 53 3ème §.

9. Cf. page 52 bas et page 53.

10.Cf. page 152 : 2000 commandos hélicoptérés dans une même journée par seulement 6 appareils.

11.Cf. les nombreuses notes de bas de page de l'ouvrage sur les bilans amis-ennemi.

12.Cf. le chapitre « DES SIKO POUR BRUNO » page 218 et suivantes.

13.Les Américains de la société Sikorsky chargés du suivi industriel se montrèrent particulièrement intéressés (cf. bas de page 49).

14.Les pelotons d'hélicoptères seront rattachés du point de vue technique à des groupements ALAT (GH) adaptés à chacun des trois corps d'armée. Le GH 2 comptait en 1960 : 65 Banane, 21 Alouette, 12 H19 et quelques avions.

15.Cf. page 19.

MARC FLAMENT



**LES
HELICOS
DU
DJEBEL
ALGERIE 1955-1962**

Presses de la Cité

Doctrine et pratiques militaires contre les partisans

La Wehrmacht et le maintien de l'ordre dans les territoires occupés en Union Soviétique.

Jean-Gabriel HERBINET janvier 2008

«La guerre qui était cruelle et glorieuse est devenue cruelle et sordide», ce mot de Winston Churchill résume d'une certaine manière ce que fut le combat contre les partisans dans les territoires occupés par l'Allemagne en Union Soviétique entre 1941 et 1944. Cette question a fait partie des charges pour lesquelles le haut commandement allemand a été condamné lors des procès de Nuremberg. Il y a fait l'objet d'un débat entre anciens responsables. Plusieurs visions s'affrontèrent: celle du général Jodl, ancien chef des opérations de l'OKW¹, pour qui cela a été une lutte conduite suivant des instructions précises du commandement contre un ennemi qui ne respectait pas les lois de la guerre, celle du général SS von dem Bach-Zelewski, ancien commandant en chef des unités anti-partisans pour qui cette forme de guerre a pris un tour anarchique et a échappé à tout contrôle, ou enfin celle du général Heusinger ancien chef des opérations à l'OKH² pour qui le combat contre les partisans a servi au camouflage de massacres sur les arrières.

De 1941 à 1944 l'Allemagne a conduit la guerre en territoire soviétique et a occupé de larges parties du pays. Chaque été et chaque hiver de grandes opérations ont été conduites de part et d'autre jusqu'à ce que les Allemands soient définitivement refoulés hors de l'URSS après l'opération Bagration déclenchée le 22 juin 1944. A cette occasion, le front allemand s'est disloqué sous l'effet d'une attaque soviétique particulièrement puissante, mais aussi de très nom-

breux sabotages et destructions qui ont bloqué les mouvements sur les arrières. En fait dès 1941, les Allemands ont du affronter dans les territoires qu'ils occupaient des groupes armés formés principalement par la population civile et par des débris de l'Armée Rouge. Ces combattants sont restés connus sous le nom de partisans.

Cet aspect de la guerre a été étudié au début de la Guerre Froide par des théoriciens militaires occidentaux comme Liddell-Hart qui y consacre quelques réflexions dans *Défense de l'Europe*³ en 1951. Une étude plus détaillée a été réalisée en 1954 par un américain Otto Heilbrunn et un général anglais, C. Aubrey Dixon, sous le titre *Communist Guerrilla Warfare*⁴, et le service des études militaires étrangères américains a fait réaliser un manuel de lutte anti-partisans par un ancien officier allemand sous le titre *Partisan warfare, a treatise based on combat experience in the Balkans*⁵. Ensuite les guerres coloniales ont fourni d'autres sujets pour les études militaires sur la question de la guerre irrégulière. Les grandes opérations ont aussi davantage focalisé l'attention par leur caractère spectaculaire. Les conditions de l'occupation en Union Soviétique restent toutefois au coeur des

études sur les exactions commises et sur la manière dont la Wehrmacht s'est comportée⁶. Le débat se porte alors plus sur l'imprégnation idéologique pour répondre à la question pourquoi? Cette approche néglige parfois un aspect des opérations qui est l'interaction entre la conception que les militaires ont de la guerre, la doctrine, et ce qui se passe concrètement, la pratique militaire. En ce qui concerne le combat contre les partisans le problème peut se poser ainsi :

1. comment les Allemands ont-ils pensé et conçu le maintien de l'ordre dans les territoires occupés dès avant la guerre, c'est à dire qu'elle était leur doctrine militaire dans ce domaine?
2. quelle forme a pris la réponse concrète des Allemands à la menace des partisans et comment leur réponse a à son tour influé sur leur doctrine?

Nous essaierons ici d'éclairer cette interaction à partir des études déjà citées, mais également à partir des documents publiés dans le cadre des procès de Nuremberg⁷, des travaux de Raul Hilberg sur la destruction des Juifs d'Europe, de l'enquête journalistique

sur les mouvements russes de soutien aux allemands suscitée par les services ouest allemands et américains en 1950⁸, et enfin de travaux sur le développement de la doctrine militaire allemande entre 1919 et 1939. Dans un premier temps nous verrons que le principe même de la guerre irrégulière (soulèvement ou guérilla) a fait l'objet d'un refus doctrinal, et qu'aucune remise en cause des pratiques anciennes de répression n'a eu lieu. Ensuite nous étudierons l'émergence de la menace, en dépit ou à cause du choix d'une répression sans limite visant la destruction de toute opposition. Enfin nous essaierons d'analyser les évolutions et leurs limites dans la conception de la lutte contre les partisans entre 1942 et 1944.

1 La guerre de partisans, un rejet doctrinal

Le comportement d'une armée en campagne n'est pas le simple fruit des ordres d'opération détaillant les missions et objectifs. Il est largement le fruit de la doctrine militaire choisie dès le temps de paix ou, à défaut, de précédents historiques qui font références, et des a priori de l'armée. Dans une première partie, nous étudierons ces facteurs en ce qui concerne la lutte contre les partisans à l'est conçue par l'armée allemande de 1941.

1.1 Inexistence du partisan dans la doctrine militaire allemande

Dans son ensemble, la doc-

trine militaire allemande de 1939-1941 remonte aux lendemains de la Grande Guerre. Après la défaite de 1918, la Reichswehr, sous la direction du général von Seeckt, a revu sa conception de la guerre. Pour la question de la lutte contre les partisans, ce sont essentiellement les débats qui ont eu lieu à cette occasion qui sont intéressants, puisqu'ils n'ont pas eu de conclusions. En effet, l'expression finale de la doctrine, que ce soit dans les règlements sur la conduite des opérations⁹ ou dans les écrits du général von Seeckt¹⁰, défend essentiellement l'idée d'une guerre remportée par une armée de choc moderne et professionnelle, dans laquelle la manoeuvre joue un rôle fondamental. Toutefois James S. Corum a montré dans son étude sur les fondements de la Guerre Eclair¹¹ que ce choix doctrinal a été fait malgré d'autres options défendues par des écoles de pensée internes à la Reichswehr:

- guerre défensive prônée par le général Reinhardt, ou
- guerre populaire¹² conçue par le lieutenant-colonel Joachim von Stülpnagel de la section opérations du grand état-major camouflé.

Ce dernier concept correspond pour une large part à une guérilla qui permettrait d'épuiser un ennemi supérieur plutôt que de chercher à le détruire. Son rejet résulte de considérations pratiques et doctrinales. Le soutien limité aux actions de

sabotage contre l'occupation française de la Ruhr en 1923 s'est montré infructueux. La menace d'une agression par un des voisins orientaux (Pologne ou Tchécoslovaquie) s'amoindrit et la capacité de l'Allemagne d'y riposter par des moyens conventionnels se renforce pendant les années 20. Enfin l'expérience des corps-francs de 1919-1920 a montré au commandement que la discipline de combattants volontaires rassemblés dans des unités improvisées ne correspond pas à ce qui est attendu d'un soldat de la Reichswehr, en particulier en terme d'obéissance au gouvernement.

La Reichswehr a écarté l'éventualité d'une guerre de partisans défensive. Depuis les années 20 sa doctrine conserve l'idée antérieure d'une distinction essentielle entre la population civile, l'armée, et le pouvoir politique. Le rôle du monde civil n'est étudié qu'en terme de soutien économique à l'effort de guerre¹³, puisque c'est l'armée qui seule est chargée du combat pour donner au politique une position de force dans des négociations. Comme cette conception est partagée par les voisins et ennemis potentiels de l'Allemagne, il est naturel que le partisan reste étranger à la doctrine militaire allemande jusqu'à la guerre contre l'Union Soviétique.

1.2 Une pratique de référence: la répression Bien que le problème de la lutte

contre les partisans n'a pas été pris en compte dans la doctrine de la Reichswehr, l'armée allemande y a déjà fait face lors de conflits précédents. Elle a alors développé une pratique de répression qui a été appliquée lors de la guerre de 1870-1871, des opérations coloniales dans le Sud-Ouest africain ou le Sud-Est africain (Namibie et Tanzanie respectivement), de la guerre des Boxers et dans le cadre de l'occupation de la Belgique et du nord de la France entre 1914 et 1918. Isabel Hull¹⁴ montre que les mesures impitoyables prises suivent une double logique de recherche du succès définitif et de sanction d'un ennemi qui ne suit pas la conception des lois de la guerre en vigueur dans l'armée allemande. La nécessité militaire justifie alors des mesures drastiques. Dès 1870 des ordres de Moltke sanctionnent les mesures répressives en indiquant que les «francs-tireurs» sont passibles de la peine de mort¹⁵ et que les villages près desquels ont lieu leurs attaques doivent être punis d'une amende ou éventuellement détruits¹⁶. En 1914, l'armée allemande réagit à nouveau par une répression féroce contre ce qui lui apparaît comme une attaque de «francs-tireurs», ou contre ce qui semble une résistance ouverte. C'est ainsi que le maire et des notables de Senlis sont fusillés le 2 septembre 1914, ou que la population de Lille subit en 1915 des sanctions collectives (défilé de prison-

niers de guerre¹⁷, amende) parce que les femmes s'habillent en bleu blanc et rouge. Si ces pratiques n'ont pas été remises en question après 1918, en dépit de controverses avec la France et la Belgique¹⁸ c'est vraisemblablement à cause de leur succès apparent.

Dans les colonies, la supériorité technique des troupes allemandes a suffi à contraindre les populations soulevées à l'obéissance de crainte d'être exterminées, et les campagnes n'ont pas été suffisamment nombreuses pour développer d'autres pratiques plus clémentes avec une approche politique comme ont pu le faire la France ou le Royaume-Uni. Dans le cas de 1870, le mouvement de partisans a été un échec, vraisemblablement à cause de la volonté de Gambetta de mettre sur pieds une grande armée avec la réminiscence de la levée en masse de 1792 et son refus d'encourager et d'étendre une guérilla¹⁹. En 1914-1918, l'absence de mouvement de résistance armée semble également avoir des causes autres que la répression: la mobilisation a provoqué le départ des futurs territoires occupés de l'essentiel des hommes en état de porter les armes, la situation des Alliés n'a jamais été suffisamment grave après la bataille de la Marne pour les inciter à renoncer à une vision classique de la guerre, partagée par les Allemands, dans laquelle la population est

autant que possible étrangère aux combats et aux opérations.

2 Comment assurer l'ordre lors de l'invasion de l'URSS: extirper le mal

L'invasion de l'URSS a pris avant son déclenchement une dimension idéologique particulière, dans laquelle la maîtrise de la population et son obéissance eurent un relief particulier. Nous étudierons ici les mesures prises et leurs premiers effets.

2.1 Un système organisé pour la répression

La préparation de l'occupation de l'URSS et du maintien de l'ordre a été conduite au premier semestre de 1941, en parallèle de la planification purement militaire de l'opération Barbarossa. Les mesures prises diffèrent nettement des pratiques traditionnelles dans la mesure où l'armée, comme en Pologne, n'est plus la principale responsable de l'occupation contrairement à ce qui se passe à l'Ouest et à ce qui passait pendant la première Guerre Mondiale. Cela se traduit d'abord par la création d'une administration particulière des territoires occupés principalement formée de membres du parti nazi, le ministère des Territoires de l'Est. Pour le maintien de l'ordre, une autre mesure encore plus importante est prise. Un accord est passé entre le Reichsicherheitshauptamt (RSHA) et le commandement de la Wehrmacht²⁰ pour régler les relations entre l'armée et les

Einsatzgruppen. Négocié à partir de début mars 1941, il fut signé fin mai par Heydrich, chef du RSHA et le général Wagner Generla-quartiermeister²¹ de l'OKH. Les tâches et responsabilités des Einsatzgruppen y sont définies et séparées de celles de l'armée et en particulier de la police militaire²². Les principales clauses de l'accord peuvent se résumer ainsi:

- les Einsatzgruppen peuvent agir dans l'ensemble des territoires occupés jusqu'au front;
- le soutien (ravitaillement, locaux, carburant, moyens de communication) des Einsatzgruppen est assuré par l'armée qui a un droit de regard sur les mouvements de ces unités;
- les Einsatzgruppen reçoivent leurs missions²³ du RSHA.

Le plus intéressant est toutefois la mission générale des Einsatzgruppen²⁴: à proximité du front²⁵ s'emparer de certains objectifs (documents, archives d'organisations hostiles au Reich ou à l'Etat), de certains individus importants (dirigeants émigrés, saboteurs, terroristes); en arrière²⁶ lutter contre les efforts dirigés contre le Reich et l'Etat, tant qu'ils ne sont pas liés aux forces armées ennemies, et informer le commandement militaire de la situation politique. Pour remplir ces objectifs, ils reçoivent l'autorisation de prendre des mesures exécutives²⁷ contre la popula-

tion civile. En clair, l'armée est accompagnée de forces de police politique chargée de détruire toute opposition, ce qui devrait en principe régler le problème des partisans.

En plus des mesures policières, un décret de Hitler du 13 mai 1941 fixe un cadre pour la lutte contre d'éventuelles attaques contre l'armée. Il traite des juridictions militaires dans le cadre de Barbarossa, et par conséquent du maintien de l'ordre et des sanctions à appliquer à la population civile. Dans son préambule il précise que les juridictions militaires ont pour principal objet la conservation de la discipline, et le décret règle donc le problème du traitement juridique des relations entre l'armée et la population qui aurait dû être leur autre compétence. Les mesures suivantes sont adoptées²⁸

- les crimes et délits commis par la population civile sont soustraits à la compétence des juridictions militaires;
- les partisans seront éliminés lors du combat ou de leur fuite;
- toute attaque par des civils contre les forces armées doit être combattue sur le champ jusqu'à l'élimination des attaquants;
- si les mesures précédentes sont négligées, ou provisoirement impossibles, les individus suspects seront conduits devant un officier qui décidera de leur

exécution;

- les mesures de coercition collective nécessaires sont conduites sur l'ordre d'un officier occupant une responsabilité au moins égale à celle de commandant de bataillon;
- il est interdit de garder les suspects en vue de les remettre à une juridiction compétente lors de leur remise en place;
- les juridictions militaires reprendront leur responsabilité sur les civils, avec l'accord du commandement en chef, dans les secteurs qui auront été suffisamment pacifiés;
- il n'y a pas d'obligation de poursuivre les membres de la Wehrmacht pour leurs actions à l'encontre des civils, tant qu'il ne s'agit pas par ailleurs d'un crime ou d'une faute militaire.

Ce décret autorise donc une répression totale contre toute forme de résistance armée ou non. Il est également intéressant à d'autres titres: il supprime toute forme d'ordre juridique dans les zones conquises. Il distingue clairement le soldat allemand du civil occupé en donnant au premier tous les droits et en refusant une protection juridique à la population, ce qui traduit juridiquement sa situation de sous-humanité. Il traduit ainsi l'acceptation par le haut commandement de la prévalence de l'idéologie nazie par rapport aux Conventions Internationales en vigueur, il supprime toute forme d'ordre juridique

dans les zones conquises.

Si ces mesures préservent l'essentiel aux yeux du commandement allemand, c'est-à-dire son rôle exclusif dans la lutte contre l'armée ennemie, il ouvre la voie à tous les dérapages dans les relations avec la population occupée, surtout si celle-ci n'est pas parfaitement docile. Elles préparent également un malentendu: l'armée reconnaît les Einsatzgruppen comme des unités chargées de prévenir les oppositions dans les territoires à occuper et donc en première ligne dans la lutte contre d'éventuels partisans, alors qu'ils sont incompétents pour ce rôle à cause de leur volume²⁹ et de leur entraînement militaire qui est quasiment nul³⁰.

2.2 Le cauchemar devient réalité

Au delà de l'organisation, il est nécessaire d'étudier la menace et son évolution au cours de l'occupation allemande. Pour ce faire, il faut la considérer telle qu'elle est et telle qu'elle est perçue. Cette distinction semble particulièrement importante lors de l'invasion et jusqu'à l'automne 1941. La lutte armée contre l'occupant allemand en URSS a varié dans l'espace et dans le temps, mais dès le 22 juin 1941 Staline a publiquement appelé au soulèvement général contre l'occupant. Dans la mesure où une guerre de partisans avait été en partie préparée, il a été possible de faire sentir aux allemands une

menace sur leurs arrières dès les premiers jours de l'invasion avec l'emploi d'unités spécialisées, les bataillons de destruction. Le rythme de l'offensive a également contribué au développement de cette menace. Les unités de l'Armée Rouge ont souvent été dépassées et ont pour partie cherché à échapper à la capture en se réfugiant dans des zones d'accès difficile: forêts, marais ...

Cependant la population des territoires envahis a souvent accueilli l'armée allemande en libératrice, surtout dans les territoires acquis par l'URSS en 1939. En Lituanie, des groupes armés anti-communistes ont attaqué les arrières-gardes de l'Armée Rouge dès le début de l'attaque allemande, et des unités territoriales de l'Armée Rouge attendirent sur place pour se ranger du côté des allemands. Ailleurs, en Ukraine la population se montre favorable. Le désordre consécutif à l'invasion et au passage des troupes permet aux Einsatzgruppen de susciter des pogroms. Et dans de nombreux cas le commandement allemand considère les Juifs comme des communistes et des résistants, et prête crédit à tous les témoignages dans ce sens. Les cas cités par Hilberg sont tout à fait révélateurs: à Krementchougg les Juifs de la ville sont accusés d'être responsables de trois sabotages de câbles téléphoniques ou à Kodyma un capitaine de la police militaire croit au témoignage

d'une Ukrainienne qui accuse les Juifs de comploter pour attaquer les forces allemandes.

Dans les deux cas³¹ une opération de répression antijuive est réalisée dans la foulée par des éléments des Einsatzgruppen.

Face à une menace initialement marginale, malgré les appels de Staline, les forces allemandes réagissent avec violence, conformément aux mesures prévues avant l'invasion, et surtout en faisant un amalgame entre partisans, communistes et juifs, conformément à la représentation nazie du «judéo-bolchevisme». Toutefois cette réponse, et la politique suivie vis à vis de la population dans son ensemble se révèlent inappropriées. Pour la population, l'occupation allemande nationale-socialiste signifie une sujétion aussi dure que la domination soviétique. Les attentes en matière de libération politique et économique sont totalement déçues. De plus, la population constate le traitement réservé aux prisonniers de guerre soviétiques qui sont soumis à un régime de famine, tandis qu'elle même doit faire face aux réquisitions. Elle prend conscience de la hiérarchie des races nationale-socialiste, de la place qu'y ont les slaves, l'avant-dernière, et du sort réservé aux Juifs. Ces conditions favorisent l'apparition de groupes de partisans à partir des bataillons de destruction dépassés, des soldats de l'Armée Rouge qui ont échappé à la capture, avec des complicités dans la population. La formation des groupes de partisans est facilitée par la quantité d'armes qui ont été dispersées et abandonnées lors des combats³². Cette évolution se traduit concrète-

ment par la multiplication des attaques contre les véhicules allemands isolés et par conséquent l'obligation pour eux de circuler en convoi, notamment dans de nombreux secteurs de Crimée, où le nombre de partisans est évalué à environ 8.000 par la XIe Armée allemande fin 1941.

2.3 Organiser la lutte contre les partisans, vers une prise en compte opérationnelle du problème

Face à cette menace et à son évolution, la réaction allemande suit d'abord la direction fixée par l'accord Heydrich-Wagner et le décret du 13 mai. Les grandes mesures contre les partisans sont prises localement puis au niveau des armées et du commandement de la zone arrière des groupes d'armée. Les premières directives sur les représailles et la prise d'otages sont diffusées dès août par le commandant de la zone arrière du Groupe d'armée Sud, le général von Roques. Les Juifs et les Russes³³ y sont désignés comme les responsables par défaut des attaques contre l'armée allemande³⁴, et donc comme les cibles des représailles. Dans un ordre du 16 septembre 1941, l'OKW prend le problème à son compte et ordonne une répression drastique. L'apogée de cette réaction est atteint lors des événements de Kiev entre le 28 et le 30 septembre 1941. L'incendie d'une partie de la ville et la présence de très nombreuses mines sont attribués aux Juifs, alors qu'ils sont le produit de l'action d'un bataillon de destruction soviétique. Ils servent de prétexte à l'exécution de 33.000 Juifs dans les deux jours suivants. Cet événement est aussi à l'origine d'un ordre du général von Reichenau commandant la VIe Armée qui prescrit de prendre au sérieux la menace des partisans sur les arrières, d'ap-

pliquer des mesures de terreur et de considérer les Juifs comme partisans ou au moins comme suspects car ils sont à l'origine de toutes les rebellions. A Odessa l'armée roumaine a le même type de réaction quinze jours plus tard. Le développement de la menace impose fin 1941 des mesures plus pratiques de protection et de combat contre les partisans. Dans le Groupe d'armées Nord, chaque division reçoit l'ordre de créer une unité de lutte contre les partisans³⁵ de 100 hommes.

Des milices locales de protection sont mises sur pied, mais dans de nombreux cas, par méfiance, elles sont dotées de fusil mais pas de munitions. La mesure la plus intéressante est celle de la XIe Armée du général von Manstein, en Crimée, qui organise un état-major spécifiquement chargé de coordonner la lutte contre les partisans³⁶. Ce besoin est d'autant plus criant que ce sont quasiment les effectifs d'un corps d'armée complet qui sont consommés par cette tâche. L'intérêt de cette mesure réside dans le fait que c'est un officier de la section opération de l'état-major de l'armée qui est chargé de cette mission et non plus l'officier responsable du contre-espionnage. Cette coordination de la lutte contre les partisans comprend à la fois le renseignement sur les partisans, la conduite des opérations d'envergure contre les partisans, la coordination de l'action des uni-

tés subordonnées dans ce domaine et la préparation d'instructions pour la lutte contre les partisans qui prend une tournure plus opérationnelle qu'idéologique. Cette mesure, suivie le 15 décembre 1941 de la diffusion d'un mémorandum sur la lutte contre les partisans³⁷, traduit une inflexion des pratiques et le début d'une réflexion doctrinale. Les mesures préconisées dans le mémorandum visent toujours à l'élimination physique des partisans (après interrogatoire) et la destruction de leurs cachettes et dépôts. Cependant l'accent est moins mis sur la terreur que sur la recherche du renseignement, les reconnaissances et la conduite des opérations de combat proprement dites. La population est également prise en compte. Elle doit rester plus terrorisée par les représailles allemandes que par celles des partisans, mais d'autres mesures que la prise d'otage sont préconisées: développement des milices d'auto-protection, récompenses pour les civils donnant des informations ou servant de guides, communication insistant sur le fait que la lutte contre les partisans est dans son intérêt. Ainsi dès la préparation de l'opération Barbarossa, le risque d'une résistance armée de la population occupée a été pris en compte. Les mesures prévues, essentiellement la terreur et l'élimination préventive des adversaires du Reich, n'ont pas empêché l'apparition de partisans. Au début de l'hiver 1941, c'est le combat contre ces groupes armés qui a du être improvisé par les commandements locaux.

3 L'impossible réforme du

maintien de l'ordre dans les territoires occupés à l'Est, 1942-1944

Après la première prise en compte opérationnelle du problème des partisans, la réponse allemande a évolué et s'est formalisée. Nous nous intéresserons ici aux facteurs qui ont pesé sur la prise en compte de la pratique dans la doctrine.

3.1 Une réponse essentiellement tactique

A partir de l'hiver 1941, le commandement, au niveau des armées et groupes d'armées cherche à neutraliser les groupes de partisans qui posent des problèmes croissants de sécurité. La répression et la terreur prescrites par Hitler et l'OKW restent en vigueur, mais elles ne donnent aucune ligne de conduite pour la lutte pratique contre les partisans. Ce sont donc les expériences locales comme celle de la XIe Armée en Crimée qui servent à la mise en place de méthodes de combat. La réponse à la menace est essentiellement tactique. L'encercllement des bandes ou l'attaque par surprise de repaires reconnus sont les modes d'action privilégiés. Ils sont communs aux unités de police et à celles de la Wehrmacht, même si en règle générale le traitement des prisonniers est laissé aux différentes unités de police (police militaire, Gestapo ou SD). Ces opérations, d'importance variée, se multiplient et occupent parfois un volume important de troupes, au maximum l'équi-

valent de trois divisions pour une opération d'après le général SS von dem Bach-Zelewski³⁸. Lorsqu'elles réussissent elles se traduisent par la capture de nombreux prisonniers, d'armes et de butin dont des rapports du SD donnent une bonne idée³⁹. Leur bilan se traduit en combattants ennemis tués, suspects exécutés, armes et munitions prises, travailleurs requis et en bétail saisi. Pour les troupes, la présence des partisans se traduit par une insécurité latente lors des mouvements et des stationnements pour lesquels des mesures de protection doivent être prises. Le nombre d'attaques contre les voies de communication atteint des records: en octobre 1943, 47 ponts de chemin de fer sont minés et 285 trains déraillent dans le secteur du Groupe d'armées Centre⁴⁰. La prise d'otage est d'ailleurs recommandée par certains ordres. Le combat contre les partisans est également d'un genre particulier. Les opérations de bouclage se font dans des terrains difficiles, forêts ou marais, avec une menace permanente de mines et de pièges. Le combat se produit à courte distance. La logistique lors de ces actions est rudimentaire puisque les véhicules à moteur ne peuvent pas suivre et qu'il est nécessaire que les hommes portent leur ravitaillement pour plusieurs jours. Cette lutte participe ainsi largement du phénomène de brutalisation décrit par Omer Bartov, et dans

ces conditions, le problème est plus de retenir les hommes que de les inciter aux représailles.

Alors que les besoins en hommes pour le front sont prioritaires et déjà difficiles à satisfaire, la neutralisation des partisans est toujours plus consommatrice de moyens.

C'est donc une grande variété d'unités de la Wehrmacht, de la police et des SS qui y est employée. Ce besoin est aussi à l'origine de la multiplication des unités auxiliaires recrutées localement sous différentes appellations. C'est alors la question de la confiance qui se pose, même si les défections semblent être restées assez peu nombreuses. Malgré son aspect local et son traitement tactique, ce problème contribue fortement à l'usure de la Wehrmacht en l'obligeant à un effort permanent et répété, même si les troupes qui y sont consacrées sont souvent supposées de moindre qualité, et en provoquant des pertes importantes en hommes et en matériel⁴¹.

La destruction de groupes de partisans par des opérations d'encercllement a donc été un échec, cette lutte a pris la forme d'un combat sans merci. La nécessité d'encercler les bandes pour leur destruction, et le sort réservé aux prisonniers et aux suspects ont aussi permis de camoufler des actions moins avouables, comme la liquidation de fractions de la population considérées comme partisans par définition (Juifs, Tsiganes et communistes).

3.2 Comment changer de politique?

Si la pacification des territoires occupés en URSS est un échec, ce n'est pas à cause de l'inefficacité du combat contre les parti-

sans, mais plutôt pour des raisons politiques et idéologiques. L'invasion de l'Union Soviétique a été déclenchée sous le prétexte de la lutte contre le danger bolchevique, mais ce motif cachait l'intention d'exploiter les territoires conquis au bénéfice exclusif de l'Allemagne. Le comportement des Allemands en Russie obéissait à cet objectif. Le décalage entre le discours idéologique auquel une large part de la population était prête à adhérer et l'attitude de l'occupant a vite été perçu par la population. Cet effet néfaste a commencé à être compris par certains militaires et membres du ministère des Territoires de l'Est dès la fin de l'hiver 1941. A cette époque le Groupe d'Armées Centre propose un projet de gouvernement provisoire russe à établir à Smolensk. Ce plan est refusé par le maréchal Keitel car il constitue une immixtion des militaires dans la sphère politique.

En parallèle, l'urgence des problèmes de main d'œuvre et d'effectifs est à l'origine de nouveaux problèmes. L'armée recrute localement des auxiliaires pour compenser ses pertes de l'hiver et assurer le soutien des unités. Dans certains cas ces hommes participent aux combats et sont formés en unités de niveau bataillon. Les services de Sauckel débutent le recrutement de travailleurs pour le Reich et les administrations commencent à mettre en application un travail obligatoire.

Les méthodes de recrutement des travailleurs deviennent d'autant plus brutales que la population apprend les conditions de vie des travailleurs en Allemagne. Les réfractaires au travail obligatoire deviennent des partisans potentiels, et la brutalité des recruteurs suscite l'opposition de la population, comme le dénonce une lettre du ministre des Territoires de l'Est Rosenberg à Sauckel fin 1942.

L'incohérence est également dangereuse lorsque ce sont les proches des auxiliaires qui sont victimes du système. Dans ce cas, les autorités militaires essaient de réagir en restreignant l'accès aux commissions de recrutement de Sauckel aux zones qu'elles

administrent⁴². Dans le domaine économique, les services du Reich imposent le maintien des kollhozes au lieu de la distribution des terres aux paysans. Le système soviétique leur plaît par la possibilité d'une direction centralisée qu'ils privilégient. En revanche l'antisémitisme conduit à l'exclusion des Juifs des postes de responsabilité, alors qu'il n'y a pas de personnel qualifié pour les remplacer. Dans ce cas le besoin de conserver une force de travail indispensable est relégué au second plan⁴³, malgré les avis des responsables de l'armement et de certaines autorités locales d'occupation.

Le lien entre la question des partisans et la brutalité inco-

hérente de la politique d'occupation est compris dès l'époque par une partie du commandement militaire au niveau des armées, des groupes d'armée et de l'OKH, et également du ministère des Territoires de l'Est. Quelques initiatives locales ont été prises pour essayer de remédier à la situation, mais les décisions centrales ont empêché toute amélioration. On peut y voir trois raisons:

1. l'idéologie nazie: l'antisémitisme est un tabou respecté, certaines mesures d'adoucissement des populations se font par «aryanisation», comme lorsque le général Busse édicte en 1943 des règles de comportement plus humaines vis-à-vis de la population pour les soldats du Groupe d'armées Sud44. Sur un plan idéologique, le haut-commandement et Hitler refusent également de s'engager dans toute direction susceptible de garantir des droits politiques aux Russes lors de la paix⁴⁵.

2. la recherche de l'efficacité immédiate: le recrutement des travailleurs se traduit en bilan chiffrés qui l'emportent sur les conséquences potentielles en matière de maintien de l'ordre. La même logique s'applique également dans le combat contre les partisans, et aux bilans qui en sont dressés.

3. l'exclusion des militaires de la sphère politique: Hitler refuse les vues politiques de ses généraux, et n'hésite pas à les démettre en cas d'opposition. Le renouvelle-

ment du commandement limite d'ailleurs les velléités des généraux dans ce domaine.

La brutalité de la politique d'occupation, son incohérence et son décalage complet par rapport à la propagande sur la «libération du bolchevisme» sont des racines partiellement reconnues du problème des partisans. Toutefois, le commandement n'arrive au mieux capable qu'à y remédier sur un plan local avec des résultats mitigés comme le montrent les résultats obtenus avec les Cosaques dans le Caucase ou avec le district gouverné de manière autonome par Kaminski à l'est de Briansk⁴⁶.

3.3 Vers une doctrine militaire d'ensemble contre les partisans

Le problème qui se pose à la Wehrmacht est, en fait celui d'une doctrine cohérente pour la pacification des territoires occupés. Lors de sa déposition au procès de Nuremberg, le général Jodl cite une directive du 6 mai 1944 comme la référence concernant la lutte contre les partisans. L'intérêt de ce document ne réside pourtant pas principalement dans sa valeur en tant que preuve pour la défense ou pour l'accusation⁴⁷, mais dans deux autres caractéristiques: rupture par rapport aux ordres de 1941 de l'OKW et prise en compte de l'ensemble du problème posé par les partisans, y compris le traitement de la population.

Par rapport aux ordres de

1941⁴⁸ la directive de mai 1944 est nettement plus précise. Le problème des partisans ne doit plus simplement être réglé par la terreur et la répression.

Un ensemble complet de mesures de protection est prévu, même si l'accent reste mis sur la manière de lutter contre les groupes de partisan. Il s'appuie sur l'expérience antérieure dans la lutte contre les partisans pour prescrire le type d'unité à employer et leurs modes d'action, mais aussi les mesures défensives à prendre par l'ensemble des unités en déplacement ou en stationnement dans les zones arrières. A la différence des ordres de 1941, elle n'est pas le produit d'une conception idéologique et militaire sommaire, mais le fruit de l'analyse de pratiques de terrain. Une analyse plus complète de son élaboration pourrait d'ailleurs être intéressante, dans la mesure où les procédés de combat prescrits sont similaires à ceux décrits depuis décembre 1941 par la XIe Armée.

Dans son contenu on constate également une moindre férocité des mesures prescrites et une plus grande recherche de cohérence, avec la prise en compte de l'attitude de la population. Son soutien y est défini comme un facteur de succès dans la pacification des territoires occupés et dans la lutte contre les partisans, et le commandement militaire est invité à se coordonner avec les autorités civiles et à prendre en compte

l'intérêt de l'administration locale. Les mesures de représailles ne sont pourtant pas proscrites, mais elles sont désormais réservées aux commandants de division. En ce qui concerne les partisans capturés, ils doivent être traités comme des prisonniers de guerre (paragraphe 163), mais il est par ailleurs déconseillé de les fusiller avant interrogatoire (paragraphe 70). Cette directive paraît donc insuffisante pour prévenir les exactions.

Par ailleurs il s'agit d'un règlement, et donc d'une prise de position doctrinale. Sa mise en pratique et sa portée ont été restreintes par le fait que lors de sa diffusion l'essentiel des territoires occupés à l'est ont été évacués ou sont en passe de l'être. De plus, Jodl reconnaît dans sa déposition⁴⁹ que sa diffusion a été cachée à Hitler et au chef de l'OKW le maréchal Keitel. Dans ces conditions elle ne marque pas un changement de politique vis à vis des populations occupées, mais l'aboutissement d'une réflexion théorique basée sur l'expérience acquise depuis 1941, et une étape vers l'adoption d'une doctrine éventuellement efficace.

En définitive, si des pratiques tactiques assez efficaces à court terme, mais destructrices et meurtrières, ont été développées, la question de fond n'a pas été réglée. L'hostilité de la population n'a fait que se renforcer sans qu'une réponse politique cohérente ne soit

appliquée, ce qui, à moyen terme, a favorisé la multiplication des bandes de partisans. Une réponse doctrinale d'ensemble à cette menace a été préparée, mais trop tard et sans chance d'application.

Conclusion

Du point de vue militaire la lutte contre les partisans représente un triple échec, moral puisqu'il a conduit la Wehrmacht à participer activement à une politique criminelle, pratique, puisque la répression, parfois efficace à court terme, n'a contribué qu'à l'échec à moyen terme dans cette lutte, et doctrinal dans la mesure où aucune conception d'ensemble du traitement de la question des partisans n'a été développée et appliquée utilement. En excluant le principe de même de la guerre de partisans et en ne remettant pas en cause ses pratiques répressives antérieures, la Wehrmacht ne pouvait pas remettre en cause la politique de Terreur et d'annihilation de toute opposition lors de l'invasion de l'URSS, choix fait par la direction politique de l'Allemagne. Ce rejet a aussi eu pour conséquence une perception faussée de la menace, dans laquelle la propagande et l'idéologie ont primé, jusqu'à ce que la réalité impose une prise en compte plus effective comme dans le cas de la Crimée fin 1941. Ce sont alors essentiellement des méthodes tactiques qui ont été employées comme remède, en cherchant à ré-

duire les foyers d'opposition. En parallèle, les effets de la politique d'asservissement furent également compris par une partie du commandement, mais des raisons idéologiques, la recherche d'une efficacité immédiate et le refus de laisser les militaires s'occuper de politique ont empêché la mise en place d'une action cohérente et efficace à long terme. La formulation d'une doctrine contre les partisans, même commencée, devenait alors inutile.

Si le lien entre lutte contre les partisans et exactions en arrière du front souligné par Heusinger est important, l'analyse de cette lutte du point de vue de la doctrine militaire et de sa mise en pratique conserve une actualité certaine. Le poids de l'idéologie ou des archétypes nationaux⁵⁰ en sont relativisés au bénéfice d'autres facteurs comme la recherche de l'efficacité immédiate ou la relation entre objectifs politiques et problèmes militaires. Sous ce prisme l'échec se confirme, mais il peut aussi être pris comme le point de départ d'une série d'autres déconvenues d'armées classiques contre des insurrections.

1. Oberkommando der Wehrmacht, commandement suprême des forces armées allemandes.
2. Oberkommando des Heeres, commandement de l'armée de terre.
- 3[7]
- 4[4]
- 5[9] .
- 6 Les travaux d'Omer Bartov [2] par exemple.
- 7[1]
- 8[12]
9. Führungs und Gefecht der verbundenen Waffen.
10. articles sur les principes de la défense moderne et les armées modernes (Grundsätze moderner Landesverteidigung et Moderne Heere) in [11].
- 11[3]
12. Volkskrieg
13. Cette question est prise en compte par la création d'un organisme militaire approprié, chargé de la préparation de l'économie du temps de guerre.
- 14[6]
15. Ordre du 22 août 1870: « Les francs-tireurs, n'étant pas des soldats, tombent [...] sous le coup des lois de la guerre et sont passibles de la peine de mort.» [8] vol.1 p. 307.
16. Ordre du 7 novembre 1870. [8] vol.2 p. 470.
17. Avec pour résultat une manifestation patriotique inverse de l'effet recherché.
- 18[10] p. 40.
19. C'est l'avis de Colmar von der Goltz, développé dans Gambetta et ses armées .
20. OKW et OKH
21. C'est à dire responsable de l'ensemble du soutien pour l'armée de terre, y compris l'administration des zones occupées.
22. Geheimfeldpolizei notamment, voire [5] p. 500-506.
23. fachliche Weisungen.
- 24[4] p. 101.
25. Dans les zones de responsabilité des armées.
26. dans la zone des groupes d'armées.
27. Exekutivmaßnahmen.
- 28[4] p. 103-104.
29. Il existe 4 Einsatzgruppen d'environ 1000 hommes.
30. Une formation individuelle de quelques semaines, aucun entraînement collectif, alors qu'une large fraction de ces unités est constituées de fonctionnaires de la police.
- 31[5] p. 537.
32. L'armée allemande essaie d'ailleurs de collecter ces armes avec un système de prime, [4] p.111.
- 33 Le Groupe d'armées Sud opère en Ukraine.
- 34[5] p.538.
35. Jagdkommando
36. Remarque: le 20 novembre 1941 la XIe Armée reprend dans son essentiel l'ordre Reichenau pour appeler ses soldats à la vigilance, puis le 29 novembre l'état-major de lutte contre les partisans est mis en place.
37. Pour un aperçu détaillé et commenté voir [4] p. 120-125.
38. [1] vol. 4 session du 7 janvier 1946.
39. [1] vol. 33 document 3943 PS.
40. [4] p. 91.
41. Le général Ponomarenko, chef de l'état-major central des partisans a évalué les pertes infligées en deux ans, entre autres, à 300.000 hommes dont 6300 officers, 3000 trains, 3200 ponts, 1200 chars et véhicules blindés, 600 véhicules de commandement. [4] p. 56. Il n'existe pas de bilan allemand aussi exhaustif. Dans le domaine économique, les services du Reich imposent le maintien des kolkhozes
- 42[12] p. 105.
- 43[5] p. 644-649.
44. Les Russes sont décrits comme des aryens descendants des Vikings, qui doivent être respectés en tant que tels. [4] p. 173-175.
45. Le refus de créer et d'engager des forces russes de libération en est un aspect.
- 46; Kaminski organise une milice autonome, équipée d'armes soviétiques (y compris quelques T34), et gouverne le district de Lokotj, avec l'autorisation du général Schmidt commandant la 2e Armée. Ultérieurement son unité sera rattachée aux SS et se fera remarquer par sa férocité, en particu-

lier lors de l'insurrection de Varsovie. [12] p. 99.

47. L'interrogatoire de Jodl vise à montrer qu'il avait une conception humaine de la lutte contre les partisans, alors que l'accusation française en a employé des extraits comme pièce à conviction. [1] vol. 15, session du 4 juin 1946, et pièce 665 F vol. et pour une version plus complète (mais non intégrale) [4] Annexe, p 200-233.

48. Directive de l'OKW du 16 septembre 1941, [1] pièce vol. .

49. [1] vol. 15, session du 4 juin 1946.

50. On peut ainsi citer Liddell-Hart: «Experts en violence, ils [les Allemands] ne craignaient personne sur ce terrain.» [7] p. 99.

SIMONE MICHEL LEVY

1906—1945

Alias : Emma - Françoise - Madame Royale - Mademoiselle Flaubert - Madame Bertrand

Simone Michel-Lévy est née le 19 janvier 1906 à Chaussin (Jura). Son père était plâtrier et sa mère ouvrière dans le textile.

Après le brevet élémentaire, elle déménage avec ses parents à Chauny dans l'Aisne où elle entre à seize ans et demi dans l'administration des PTT.

En 1930 elle est affectée à Paris à la Caisse nationale d'épargne puis dans divers bureaux de poste.

Dès l'Armistice, elle s'élève contre la capitulation de la France et entre dans la Résistance en décembre 1940.

En 1941, elle participe avec Maurice Horvais, à la création du réseau "Action PTT", sous la direction d'Ernest Pruvost, collègue rencontré lorsqu'elle était en poste à Chauny. Le réseau a pour but, en profitant des possibilités professionnelles des PTT, d'étendre sur toute la France une ramification de cellules de renseignements et de transmissions.

Dans un premier temps, Simone Michel-Lévy met toute son énergie à développer un système de "boîte aux lettres" pour les communications clandestines.

Ses missions d'adjoint, responsable du secteur "radio", la conduisent à se déplacer fréquemment pour organiser l'"hébergement" de postes émetteurs, notamment dans le Sud-ouest, en Bretagne, et en Normandie. A Caen, elle assure ainsi, fin janvier 1942, sous le pseudonyme de Madame



Flaubert, la première liaison avec le groupe local de la résistance PTT d'Henri Le Veillé, à qui elle amène, début mars, deux opérateurs radio équipés de leur poste.

En avril 1942 elle est reçue au concours de rédacteur des PTT et est affectée en novembre comme contrôleur-rédacteur au département "Commutation" de la Direction des recherches et du contrôle technique, rue du général Bertrand à Paris.

Au même moment, le réseau "Action PTT", qui s'est développé, prend contact avec la "Confrérie Notre-Dame" (CND) du colonel Rémy et l'"Organisation civile et militaire" (OCM) du colonel Touny. Pour la CND, Simone Michel-Lévy met en place, Gare de Lyon, une centrale permettant le transport du courrier clandestin et de postes émetteurs, par voitures postales et sacs plombés, en s'appuyant sur les "ambulants"

des PTT dirigés par Edmond Debeaumarché. Un dépôt identique existe à la Gare Montparnasse pour les expéditions vers l'ouest.

Elle réalise ainsi, sous les pseudonymes de "Françoise" et de "Madame Royale", un excellent système d'acheminement du courrier à travers la France, qui marche à la perfection, soit par voie maritime, c'est-à-dire jusqu'aux chalutiers, soit par voie aérienne, et cela dans les deux sens.

Dès les premières heures du Service du Travail obligatoire (STO) en 1943, elle établit plus de cent cartes professionnelles des PTT à des jeunes réfractaires. En janvier 1943, Simone Michel-Lévy devient agent P1 (régulier) puis agent P2 (permanent). Elle mène donc une véritable double-vie, extrêmement harassante et anxiogène. Son chef de service Gaston Letellier, qui ferme les yeux sur ses absences et ses retards, indique qu'à cette époque : « Après des nuits de veille, des voyages épuisants, au retour de missions périlleuses de parachutage, on revoit Simone à sa table de travail, les traits tirés, mais souriante. Rien ne pouvait entamer son ardeur et la véritable flamme qui l'animait ».

La trahison de "Tilden", chef-opérateur radio de la CND, qui est à l'origine du démantèlement de la CND, met fin brutalement à son action. Au soir du 5 novembre 1943, Emma est appelée d'urgence par ce dernier dans un café proche de son bureau, le "François Coppée", boulevard du Montparnasse. C'est un piège. Elle est immédiatement arrêtée et conduite 101 avenue Henri Martin, dans les

locaux de Georges Delfanne, alias Masuy, auxiliaire français de la Gestapo. Abominablement torturée par Masuy, Simone Michel-Lévy ne parle pas et est livrée à la Gestapo de la rue des Saussaies.

Internée à Fresnes puis au camp de Royallieu (Compiègne), Simone Michel-Lévy quitte la gare de Compiègne le 31 janvier 1944 dans le convoi des "27 000". Elle arrive le 3 février au camp de Ravensbrück où, pendant la quarantaine, elle aide une camarade musicienne à organiser une magnifique chorale qui fait un moment oublier leurs peines aux prisonnières.

En avril 1944, elle est envoyée en Tchécoslovaquie, au kommando de Holleischen, dépendant du camp de Flossenbürg, pour travailler dans une usine d'armement qui fabrique des munitions anti-aériennes. Elle y continue son action de résistante en sabotant.

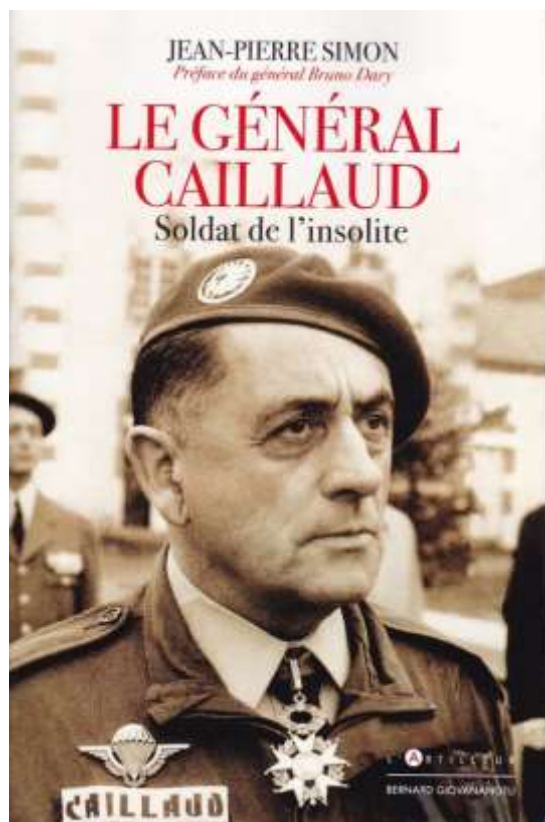
Affectée à l'atelier 131 A de l'usine, elle est chargée de faire passer sous une énorme presse des chariots de cartouches remplies de poudre. Avec deux autres déportées, Hélène Lignier et Noémie Suchet, elle ralentit la chaîne, la désorganise, ce qui se solde parfois, pour la production du Grand Reich, par un manque de 10 000 cartouches. Elles font fonctionner la presse à vide, ce qui l'endommage et constitue, pour elles-mêmes, un danger immédiat malgré la protection d'une tour en maçonnerie. C'est ainsi que finalement la presse saute et qu'un rapport de sabotage visant les trois femmes est rédigé et envoyé à Berlin via Flossenbürg.

La réponse d'Hitler revient plusieurs mois après, dans le

courant d'avril 1945, alors que tonnent déjà alentour les canons américains. Entre-temps, elles ont été condamnées à la bastonnade, sentence de 25 coups de bâtons exécutée en présence du commandant du camp et devant leurs camarades déportées.

Le 10 avril 1945, Simone Michel-Lévy, Hélène Lignier et Noémie Suchet doivent partir immédiatement pour le camp de Flossenbürg, où elles sont pendues par les Allemands, le 13 avril, 10 jours seulement avant la libération du camp.

- Chevalier de la Légion d'Honneur
- Compagnon de la Libération - décret du 26 septembre 1945
- Croix de Guerre 39/45 avec palme
- Médaille de la Résistance
- Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
- Médaille des Blessés
- Médaille commémorative de la Guerre 39/45 avec barrette "Engagé volontaire"
- Médaille de la Déportation et de l'Internement pour faits de Résistance



LE GENERAL CAILLAUD

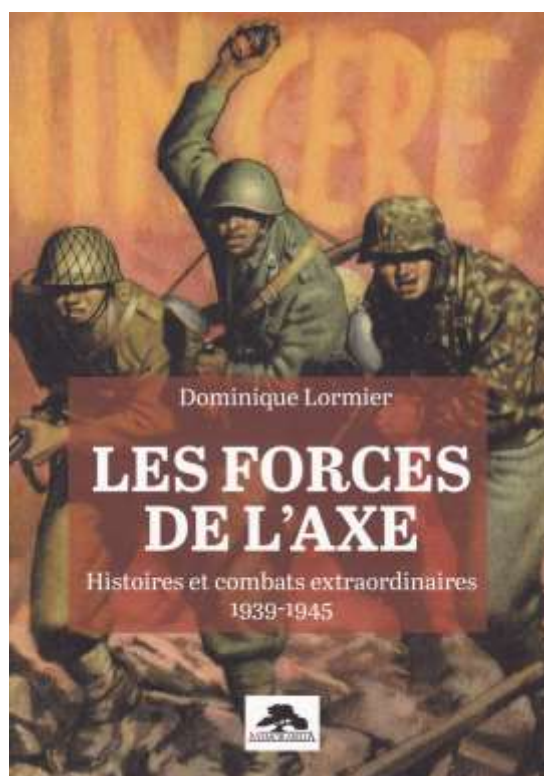
[De L'armée de Lattre au 2e REP](#)

[NOUVEAU - 23 €](#)

Né en 1921, sorti de Saint-Cyr dans l'arme de l'infanterie en 1942, Robert Caillaud appartient à cette génération du feu qui, après la défaite, a restauré le prestige des armes françaises et qui a continué de servir avec éclat celles-ci sur les théâtres d'Extrême-Orient et d'Algérie. " *Diable rouge* " dans l'Armée de Lattre, il entre au lendemain de la campagne contre l'Allemagne dans le monde légionnaire, dont il va devenir une haute figure, au 2e REI d'abord, au 2e BEP ensuite, au 2e REP enfin. Rompant avec l'esprit de routine et anticipant les missions futures, il transforme ce régiment, qui garde aujourd'hui encore l'empreinte du chef de corps exceptionnel que fut Caillaud. À la Légion ou dans les troupes aéroportées, où il devient officier général et où il continue d'innover, Robert Caillaud imprime sa marque personnelle, celle d'un militaire hors du « moule », qui a pour horizon l'idéal auquel il a voué sa vie, celle d'un chef qui répand

le courage autour de lui et qui entraîne l'adhésion, celle d'un homme exemplaire, aimé des humbles et vénéré par ses subordonnés. D'un maquis de la Résistance à la présidence de l'Entraide parachutiste, la vie de Robert Caillaud fut tout entière tournée vers les autres, comme en attestent les nombreux témoignages et documents recueillis dans cet ouvrage consacré à sa mémoire, celle d'un homme de guerre et de cœur dont la personnalité et l'action ont eu une influence considérable sur de nombreux officiers.

- **Jean-Pierre Simon**
- **Préface du Général Dary**
- **300 pages**



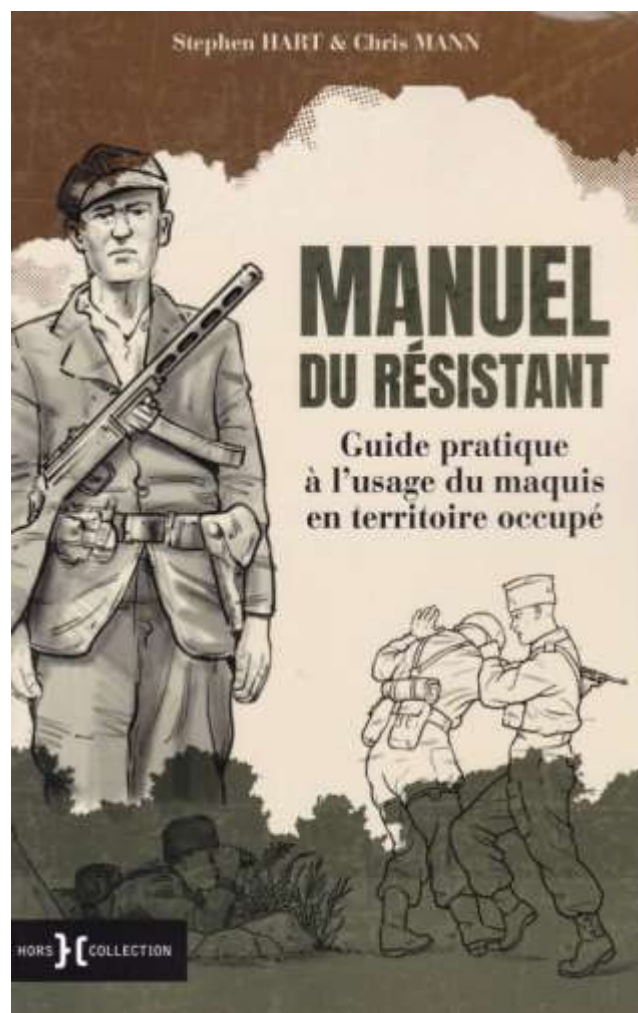
LES FORCES DE L'AXE [Histoires et combats extraordinaires](#) [1939-1945](#)

[NOUVEAU - 34 €](#)

Cet ouvrage, captivant et passionnant, présente de nombreux faits d'armes des forces de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon, Finlande et autres) souvent méconnus. On y découvre des histoires incroyables et extraordinaires, mettant en valeur les qualités militaires des troupes d'élite de l'Axe, luttant dans des conditions diffi-

ciles, mais remportant souvent la mise par leur audace. L'opération Gleiwitz, en 1939 illustre la valeur des commandos allemands. L'héroïque résistance finlandaise contre l'armée soviétique, en décembre 1939-mars 1940, met en lumière la mobilité de troupes motivées contre un adversaire plus nombreux, mais peu mobile. Les audacieuses opérations aéroportées allemandes de mai 1940 soulignent la qualité au combat des troupes parachutistes, de même que lors de la conquête de la Crête en mai 1941. Les hommes-torpilles italiens du prince Borghese font trembler la puissante flotte britannique en Méditerranée. Les cavaliers italiens s'illustrent en Afrique orientale, de même que les parachutistes italiens en Afrique du Nord. En Tunisie et en Sicile, les troupes italiennes opposent une résistance acharnée. Sur le front soviétique, l'armée italienne lutte avec bravoure. Les parachutistes japonais remportent des victoires incroyables en Asie, de même que les sous-mariniers italiens dans l'Atlantique. L'opération Eiche est marquée par la libération de Mussolini par un commando allemand. Les aviations allemandes, italiennes, finlandaises et japonaises multiplient les victoires en plein ciel. Lors de la bataille de Berlin, les Waffen SS français luttent comme des lions, de même les fusiliers marins de la Decima Mas lors de la bataille de Tarnova en 1945.

- **Dominique Lormier**
- **288 pages**
- **trois cahiers photos n&b et couleur**



Manuel du Résistant

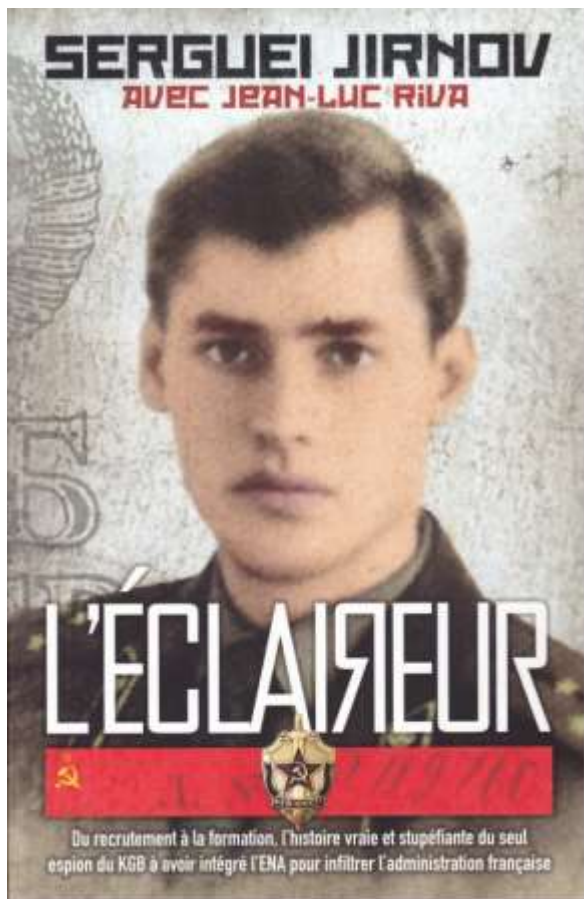
Guide pratique à l'usage du maquis en territoire occupé

NOUVEAU - 18 €

Les sept phases d'une mission d'un agent de la résistance : depuis l'infiltration, par les airs ou la mer, d'un pays occupé jusqu'à l'exfiltration après la réussite de la mission. Comment les résistants de France et d'Europe occidentale combattent-ils l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale ? Comment les partisans soviétiques ou yougoslaves luttent-ils contre les armées allemandes ? Dans cet ouvrage, le lecteur trouvera une exposition claire et précise des méthodes et des moyens avec lesquels les résistants et les partisans assuraient leurs missions de renseignement, de sabotage et parfois d'élimination physique des ennemis, officiers supérieurs allemands et collaborateurs. Techniques de parachutage, de combat rapproché, de tir avec des armes diverses, pose de mines sous les coques des navires et beaucoup d'autres types d'actions sont présentées dans cet ouvrage illustré de plus de 150 dessins, cartes, plans, reconstitutions, etc. Un livre captivant

sur une des pages les plus tragiques de notre histoire, rendue glorieuse par le sacrifice de nombreux hommes et femmes trop méconnus du grand public.

- **Stephen Hart - Chris Mann**
- **288 pages**
- 150 dessins, cartes, plans, reconstitutions.**



L'ECLAIREUR

[Espion du KGB infiltré en France](#)

NOUVEAU - 23 €

Du recrutement à la formation, l'histoire vraie et stupéfiante du seul espion du KGB à avoir intégré l'ENA pour infiltrer l'administration française "On ne choisit pas d'entrer au KGB, c'est le KGB qui vous choisit." Lorsqu'il intègre à dix-sept ans l'Institut d'Etat des relations internationales (MGIMO) à Moscou, Sergeï Jirnov est loin d'imaginer que ses pas seront bientôt guidés par le KGB. Et pourtant, ce dernier l'a choisi pour intégrer l'élite suprême de son cheptel d'espions : les "éclaireurs". C'est ainsi que

l'on désigne les "illégaux", ceux dont la mission est d'infiltrer en profondeur et sur la durée l'ennemi occidental en se faisant passer pour l'un des siens. C'est une formation clandestine qui se déroule en dehors des circuits traditionnels, contraignant l'élite à mener dans son propre pays le parcours classique d'un citoyen doublé de celui d'un agent secret. Quand le service l'estime prêt, l'éclaireur rejoint l'Ecole de la Forêt, l'endroit le plus mystérieux d'URSS, afin d'y suivre le cursus commun aux officiers du KGB. Peu à peu Sergeï va apprendre à mentir, à tromper, à manipuler, jusqu'à infiltrer l'ENA, à Paris, pour y repérer les "cibles" potentielles que recèle cette pépinière de futurs hauts fonctionnaires français et étrangers. De son enfance à ses missions, on suit le quotidien extraordinaire de Sergeï Jirnov dans un pays immense où le communisme règne encore en maître mais dont les jours sont comptés. On assiste avec lui à l'effondrement de l'Union soviétique et de son bras armé, le KGB. Avec lui, on découvre les techniques d'espionnage, les kompromat, les spetsnaz et les traîtres que l'on exécute. Enfin, la nature ayant horreur du vide, Sergeï Jirnov verra l'hydre tchékiste renaître avec la création du SVR et du FSB. Depuis, il porte un regard acéré sur l'utilisation des services secrets dans la Russie de Vladimir Poutine, un homme trouble dont il a croisé la route à plusieurs reprises. Si l'on veut vraiment comprendre l'espionnage russe d'hier et d'aujourd'hui, il faut lire L'Eclaireur.

- **Sergeï Jirnov**
- **Jean-Luc Riva**
- 527 pages**